



CAISSE CANTONALE VAUDOISE
DE COMPENSATION AVS

RAPPORT DE GESTION 2014

FONDS CANTONAL POUR LA FAMILLE



TABLE DES MATIÈRES

• 1. Préambule	2
• 2. Organisation	3 – 4
2.1 Conseil de fondation	3
2.2 Financement	4
• 3. Examen des demandes	5 – 6
3.1 Provenance des demandes	5
3.2 Répartition géographique des demandes	5
3.3 Nombre de demandes	6
• 4. Demandes traitées au cours de l'exercice 2014	6
• 5. Demandes n'ayant pas abouti	6
• 6. Demandes pour lesquelles les prestations ont été refusées	7
6.1 Motifs des refus	7
6.2 Statut et structure des familles	7
• 7. Demandes pour lesquelles des prestations ont été versées	8 – 13
7.1 Genre de prestations	8 – 9
7.2 Répartition des prestations par motifs	10
7.3 Statut et structure des familles bénéficiaires	10 – 11
7.4 Statut professionnel et formation des bénéficiaires	11
7.5 Composition des familles bénéficiaires	12
7.6 Aides en faveur des familles confrontées à la maladie d'un parent ou d'un enfant	13
• 8. Prestations aux personnes en recherche d'emploi	14
8.1 Répartition des prestations par motifs	14
• 9. Oppositions et recours	15
• 10. Comparaison entre l'exercice 2013 et 2014	15
• 11. Comptes 2014	16
• 12. Remerciements	17
• Annexe 1 : Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels	18 – 19
• Annexe 2 : Evolution des recettes, des dépenses et du capital du Fonds cantonal pour la famille depuis sa création	20

1. PRÉAMBULE

L'exercice 2014 du Fonds cantonal pour la famille est très similaire à l'exercice 2013, avec toutefois une légère augmentation des prestations versées (+ 13.49 %). Rappelons ici quelques événements de l'exercice écoulé :

- **incidence de l'entrée en vigueur au 1^{er} octobre 2011 du régime des Prestations complémentaires pour les familles (PC Familles) :** si les conditions d'octroi des PC Familles sont remplies, les personnes qui sollicitent une aide auprès du Fonds cantonal sont redirigées vers ce service. Le Fonds cantonal peut néanmoins intervenir au cas par cas, de manière subsidiaire, pour des frais non pris en compte par les PC Familles ; il s'agit notamment des frais de cours d'appui dispensés par le Centre vaudois d'aide à la jeunesse (CVAJ). Si en revanche les conditions d'octroi des PC Familles ne sont pas remplies, les revenus familiaux dépassant les limites de revenu, l'octroi d'une aide est examiné par le Conseil de fondation ;
- **aides d'urgence accordées par le Fonds cantonal en cas d'hospitalisation d'un parent ou d'un enfant :** le Fonds cantonal peut apporter une aide lorsque la présence d'un parent est requise auprès d'un enfant malade ou accidenté, en cas d'hospitalisation ou de maladie d'un parent entraînant une perte de salaire ou des frais de garde. Les services sociaux habilités à présenter une telle demande sont : la Ligue vaudoise contre le cancer, le Service social du CHUV, le Service des besoins spéciaux de la petite enfance et Pro Infirmis (*voir chapitre 7.6*). Une étude est en cours pour améliorer le dispositif existant en vue de répondre encore mieux aux différents besoins des familles concernées ;
- **allocation de naissance dans les situations non prévues par la loi :** cette prestation n'étant pas versée par l'assurance-chômage, le Fonds cantonal a été appelé à la verser à de nombreuses reprises (*voir chapitre 8.1*). De même, il est intervenu pour la verser aux personnes au bénéfice des Prestations complémentaires AVS/AI.



2. ORGANISATION

2.1 CONSEIL DE FONDATION

Président

M. Jean HEIM, Lausanne

Membres

Mme Dominique FOVANNA

Responsable du secteur tertiaire pour Unia Vaud, Lausanne

Mme Anouk FRIEDMANN

Adjointe au SASH, représentant le DSAS, Lausanne

M. Olivier GUEX

Directeur du Centre social régional de Renens

Mme Marianne KELLER

Assistante postale, conseillère communale, La Tour-de-Peilz

M. François PURICELLI

Directeur au Centre patronal, représentant la Fédération patronale vaudoise, Paudex

M. Laurent WEHRLI

Président de Pro Familia Suisse, représentant de Pro Familia Vaud, Montreux

Direction

Mme Fabienne GOETZINGER

Directrice

Mme Marica CREVOISIER

Cheffe de service

Organe de révision

Ernst & Young

Le Conseil a tenu 5 séances du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014.

2.2 FINANCEMENT

Le capital initial du Fonds cantonal créé le 1^{er} février 1985 (*14.2 mios*) provient d'excédents de recettes de la CGAF, actuellement CCAF. Jusqu'en 1996, le Fonds cantonal pour la famille a pu assumer ses dépenses avec les excédents dépassant la réserve légale de la CCAF et les intérêts de son capital.

Cependant, depuis 1997, la CCAF n'a plus pu alimenter suffisamment le Fonds et le capital de dotation a dû être entamé. Le 12 novembre 2001, le Grand Conseil a adopté une nouvelle disposition sur le financement du Fonds cantonal. Cette disposition, en vigueur dès 2003, prévoit que le Fonds est alimenté par une contribution de tous les employeurs prélevée par toutes les Caisses d'allocations familiales reconnues (*y compris la CCAF*). Cette contribution est fixée, depuis 2009, à 0.01 % des salaires soumis à l'AVS (*auparavant 0.015 %*). Depuis le 1^{er} janvier 2013, le Fonds cantonal est financé par une part de la cotisation PC Familles perçue auprès des employeurs. Cette part destinée au Fonds cantonal représentant 0.01 % des salaires, le taux reste inchangé.

Compte tenu de l'épuisement de la réserve des PC Familles constituée par le prélèvement des cotisations auprès des employeurs, des salariés et des indépendants depuis l'introduction du régime, M. P.-Y. Maillard, Chef du DSAS, a demandé au Conseil de fondation de réaffecter sa part de 0.01 % aux PC Familles pour les années 2015 à 2017.

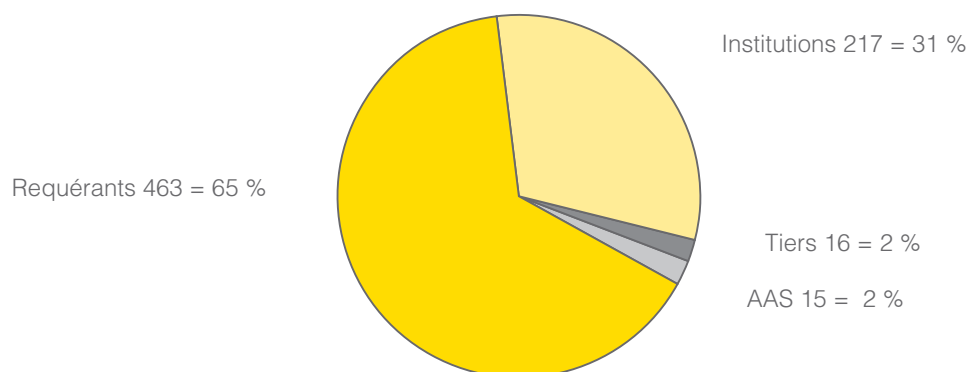
Prenant en considération le fait que cette mesure ne porte que sur trois exercices, qu'elle s'inscrit par ailleurs dans le dispositif légal entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013 (*art. 21a RLVLAFam*), et que le capital actuellement disponible devrait permettre de financer les aides aux familles, même si celles-ci augmentent sensiblement, le Conseil de fondation a décidé de répondre favorablement à cette demande.

En 2014, le Fonds cantonal pour la famille a bénéficié d'une contribution de CHF 2'560'827.--. Le résultat de l'exercice 2014 a permis le virement d'un montant de CHF 1'337'888.-- au capital de dotation qui s'élève, au 31 décembre 2014, à CHF 12'260'090.--.

3. EXAMEN DES DEMANDES

3.1 PROVENANCE DES DEMANDES

Le Secrétariat a pour tâches d'instruire les demandes (711 au cours de l'exercice 2014) et de soumettre des propositions au Conseil de fondation, puis d'exécuter ses décisions et d'assurer le suivi des dossiers.



AAS = agence d'assurances sociales

Institutions = par exemple, Centres sociaux régionaux ou intercommunaux, Centres médico-sociaux, Centre social protestant, Profa, Office des curatelles et tutelles professionnelles, Besoins spéciaux de la petite enfance, Pro Infirmis, EVAM.

3.2 RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES DEMANDES

Répartition géographique des demandes	Nombre	%
RAS Aigle - Bex - Pays-d'Enhaut	66	9.28
RAS Broye - Vully	35	4.92
RAS Est lausannois - Oron - Lavaux	58	8.16
Commune de Lausanne	154	21.66
RAS Morges - Aubonne - Cossonay	33	4.64
RAS Nyon - Rolle	30	4.22
RAS Jura - Nord vaudois	100	14.06
RAS Ouest lausannois	85	11.95
RAS Prilly - Echallens	47	6.61
RAS Riviera	101	14.21
Hors canton ¹⁾	2	0.28
Total	711	100.00

¹⁾ Les demandes provenant de requérants domiciliés hors canton aboutissent à un refus (voir point 6.1 ci-après).

Le canton est découpé en 10 régions d'action sociale.

3.3 NOMBRE DE DEMANDES

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014, le Fonds cantonal a reçu 711 demandes, réparties plus ou moins régulièrement au cours des mois, soit une moyenne de 59 demandes par mois (*en 2013, la moyenne mensuelle était de 55 demandes*).

Il faut, par ailleurs, relever que ces 711 demandes ne représentent pas exactement 711 requérants : en effet, certains requérants ont fait plus d'une demande dans l'année. En fait, ces 711 demandes concernent 680 requérants.

4. DEMANDES TRAITÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2014

Au cours de l'exercice 2014, 699 demandes ont été traitées.

Ces 699 demandes se répartissent de la manière suivante :

Demandes traitées	Nombre
Demandes qui n'ont pas abouti	153
Demandes pour lesquelles des prestations ont été refusées	42
Demandes pour lesquelles des prestations ont été octroyées	504

5. DEMANDES N'AYANT PAS ABOUTI

Parmi ces 153 demandes qui n'ont pas fait l'objet d'une décision, 41 ont été classées parce que les requérants n'ont pas donné suite à notre demande de renseignements complémentaires, 96 parce qu'une autre solution a été trouvée (*généralement en collaboration avec une Caisse d'allocations familiales, une autre institution ou un service social*) et dans 16 cas parce que la demande a été retirée en cours d'instruction.

6. DEMANDES POUR LESQUELLES LES PRESTATIONS ONT ÉTÉ REFUSÉES

6.1 MOTIFS DES REFUS

Les prestations ont été refusées dans 42 cas pour les motifs suivants :

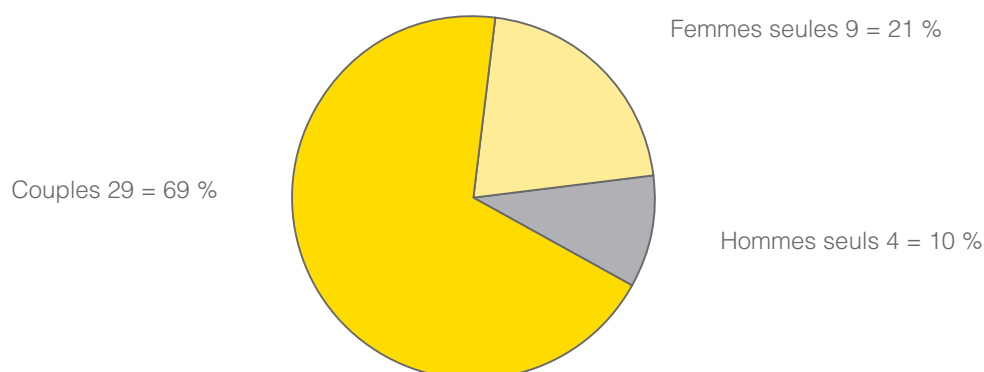
Motifs de refus	Nombre
Situation financière ne le justifiant pas	8
Requérant domicilié hors du canton de Vaud avec sa famille	2
Requérant au bénéfice de l'aide sociale ou d'un autre régime social	7
Divers ¹⁾	25

¹⁾ Les motifs sont notamment les suivants :

- demande déposée par une personne n'ayant pas d'enfant à charge ;
- important endettement pour des raisons autres que l'entretien courant de la famille.

6.2 STATUT ET STRUCTURE DES FAMILLES

En répartissant les familles en catégories, selon qu'il s'agissait de femmes seules, d'hommes seuls ou de couples, nous constatons :



Il y a proportionnellement plus de couples que de personnes seules auxquels les prestations ont été refusées : ce chiffre est à mettre en parallèle avec le fait que la plupart des refus sont motivés par la situation financière de la famille, souvent plus difficile pour les personnes seules.

7. DEMANDES POUR LESQUELLES DES PRESTATIONS ONT ÉTÉ VERSÉES

On compte 563 bénéficiaires pour lesquels des prestations ont été payées durant l'exercice (*dont 492 nouveaux*).

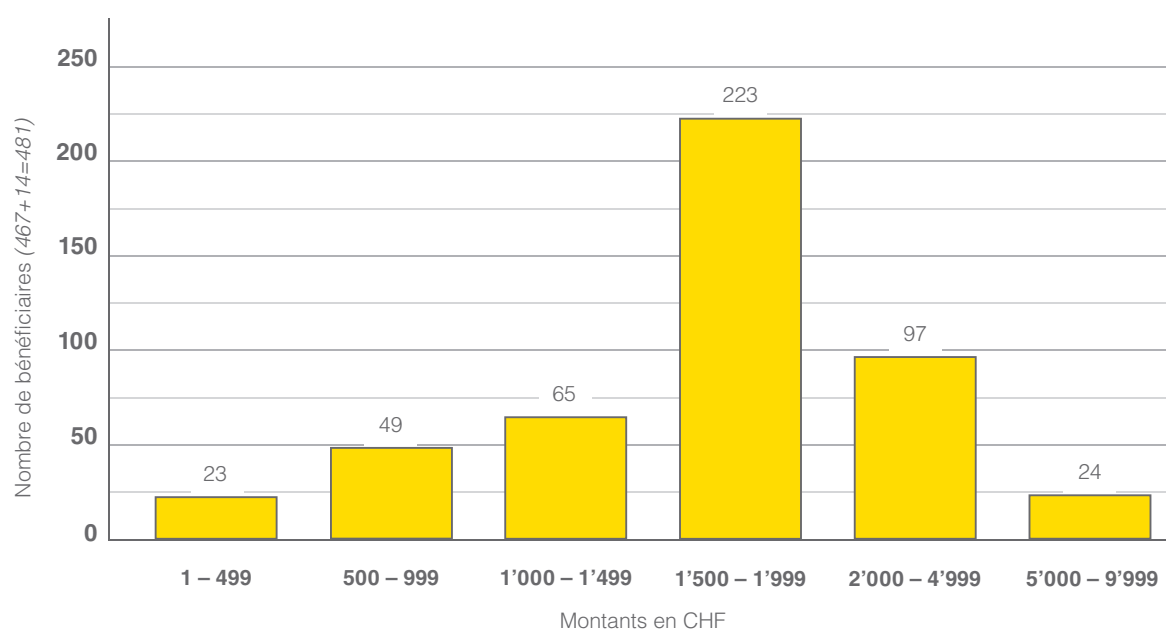
7.1 GENRE DE PRESTATIONS

Les prestations versées (*563 bénéficiaires*) se répartissent en trois catégories :

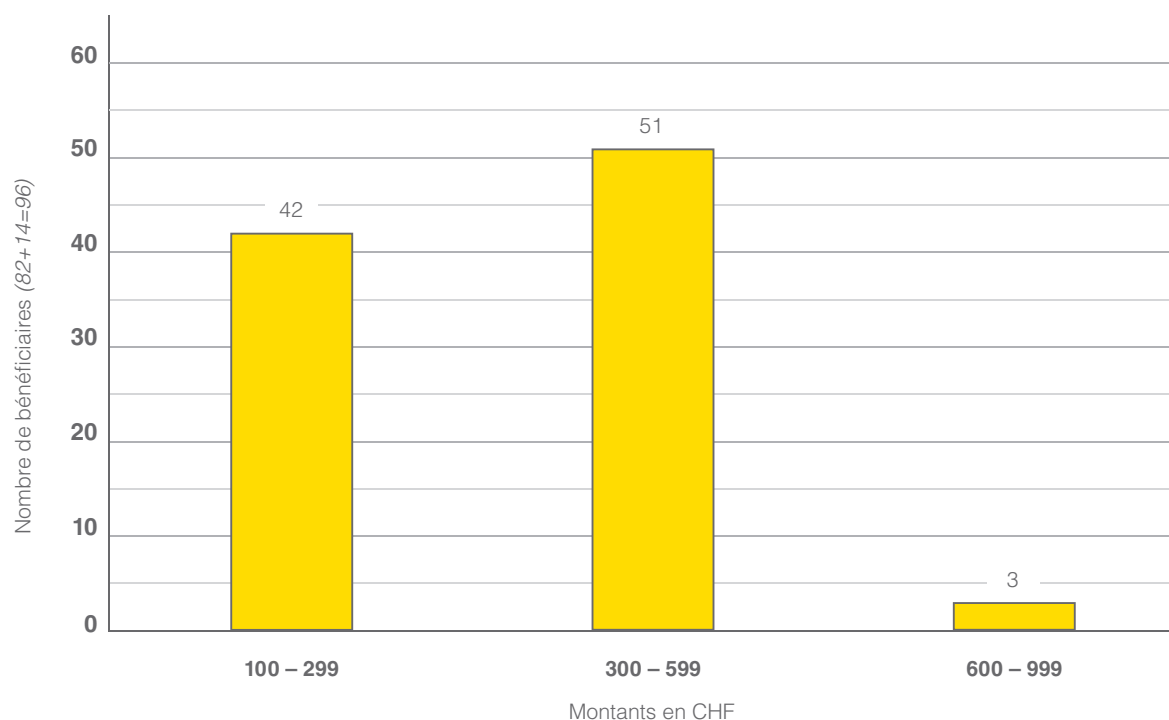
Genre de prestations versées	Nombre
Prestations uniques	467
Prestations périodiques	82
Prestations mixtes (<i>dans ce cas, le requérant a reçu à la fois une prestation unique et une prestation périodique</i>)	14

La dépense totale en 2014 a été de CHF 1'023'558.--.

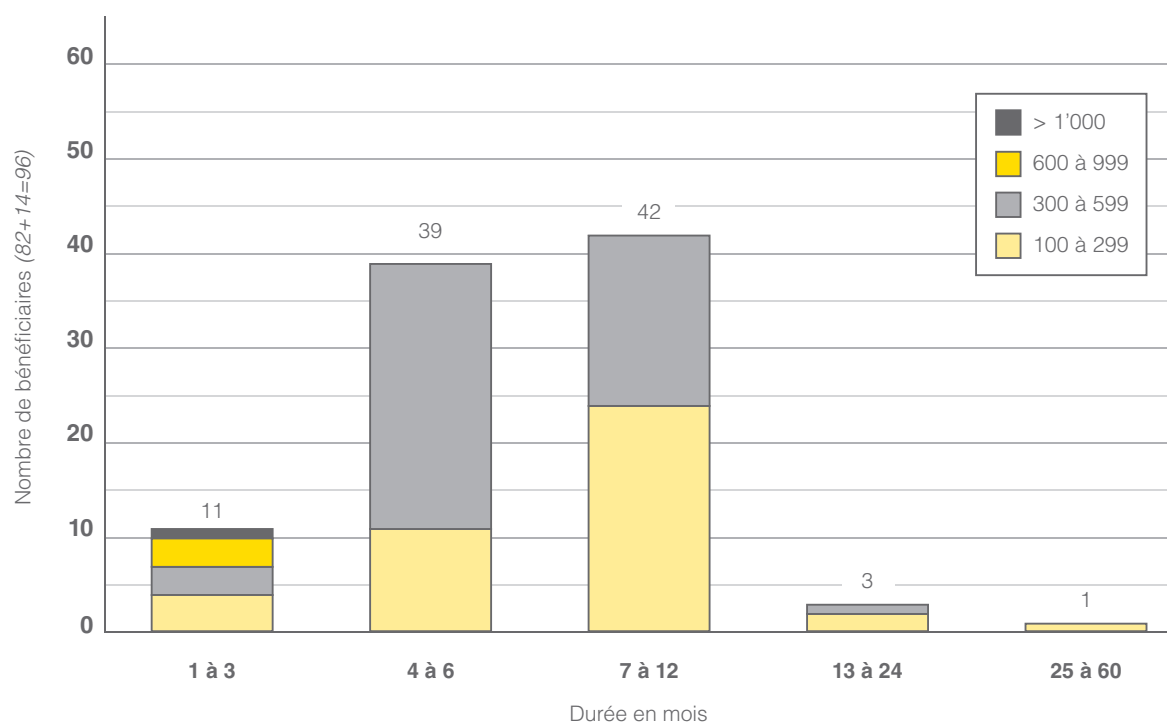
PRESTATIONS UNIQUES ET MIXTES PAR TRANCHES DE MONTANTS



PRESTATIONS PÉRIODIQUES ET MIXTES PAR TRANCHES DE MONTANTS



DURÉE DES PRESTATIONS PÉRIODIQUES RÉPARTIES PAR TRANCHES DE MONTANTS



7.2 RÉPARTITION DES PRESTATIONS PAR MOTIFS

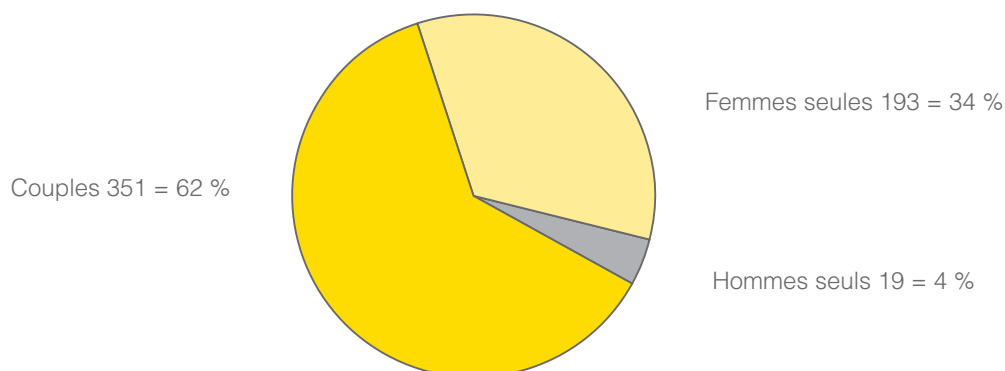
Motifs des prestations	Nombre	%
Frais de garde	48	7.73
Frais d'études	35	5.64
Traitements dentaires	67	10.79
Frais médicaux	11	1.77
Frais de colonie	2	0.32
Interventions momentanées pour autres motifs (<i>notamment compléments de ressources</i>)	183	29.47
Allocations familiales	75	12.08
Allocations de naissance	200	32.21
Total	621	100.00

Note : le nombre d'interventions (621) est supérieur à celui des familles bénéficiaires, car une famille peut bénéficier de prestations pour différents motifs durant l'exercice.

7.3 STATUT ET STRUCTURE DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES

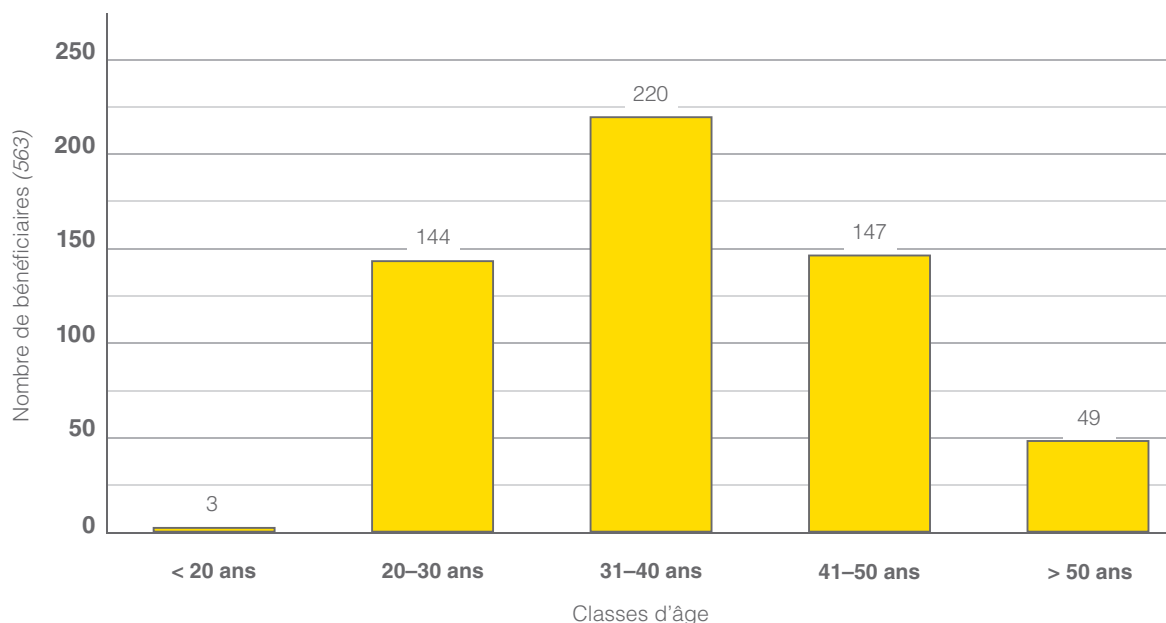
Les bénéficiaires (563) se répartissent en trois catégories :

- femmes seules (193 cas), qu'elles soient célibataires (77), séparées (53), divorcées (59) ou veuves (4);
- hommes seuls (19 cas), qu'ils soient célibataires (5), séparés (8) ou divorcés (6);
- couples (351 cas), qu'ils soient mariés (292, y compris partenariats enregistrés) ou non mariés (59).



Parmi ces 563 bénéficiaires, 251 (soit le 44.6 %) sont de nationalité suisse.

ÂGE DES BÉNÉFICIAIRES



7.4 STATUT PROFESSIONNEL ET FORMATION DES BÉNÉFICIAIRES

Le statut professionnel et la formation des bénéficiaires se rapportent uniquement au parent qui a déposé la demande. Le nombre important de non-actifs ci-dessous doit donc être relativisé en fonction de cet élément¹⁾.

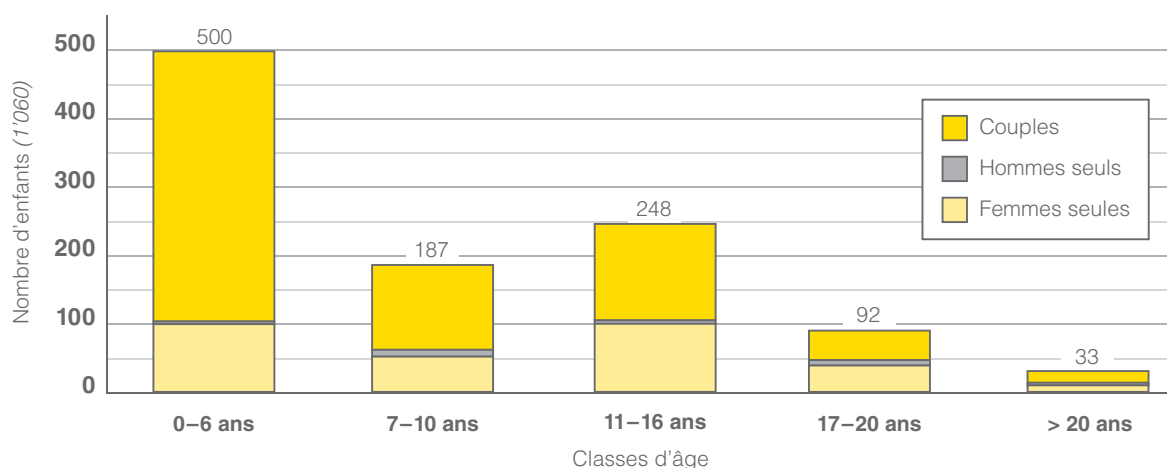
Statut professionnel des bénéficiaires	Nombre
Salariés	219
Indépendants	12
Etudiants et apprentis	18
Chômeurs	94
Non-actifs (<i>dont 36 au bénéfice de l'AI et 22 en arrêt maladie ou accident</i>) ¹⁾	220
Total	563

Formation des bénéficiaires	Nombre
Personnes sans formation professionnelle	179
Personnes ayant suivi un apprentissage	86
Personnes ayant fait des études supérieures ou universitaires	155
Personnes n'ayant pas fourni de renseignements	143
Total	563

7.5 COMPOSITION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES

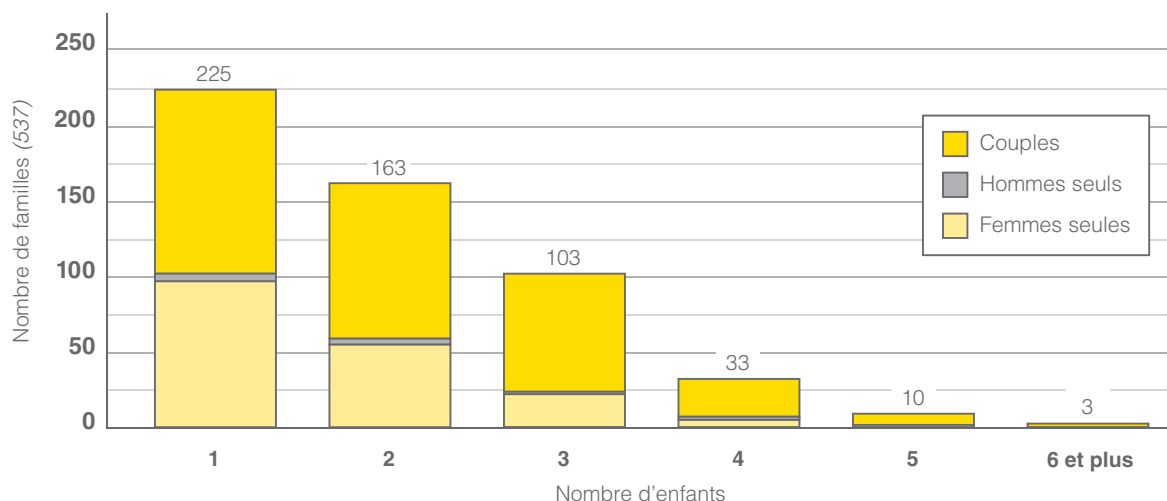
Les 563 familles bénéficiaires de prestations comptent 1'060 enfants en tout (*ce qui donne une moyenne de 1.9 enfant par famille*), qui se répartissent dans les catégories d'âge indiquées dans le graphique ci-après :

ÂGE DES ENFANTS ET RÉPARTITION EN FONCTION DU STATUT DE LA FAMILLE



Le plus grand nombre de ces enfants se trouve dans la catégorie de 0 à 6 ans, puisqu'une grande partie de nos prestations est servie au titre des frais de garde ou des allocations de naissance.

RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES EN FONCTION DU NOMBRE D'ENFANTS PAR FAMILLE ET DU STATUT FAMILIAL



Le Fonds cantonal est intervenu dans 26 cas particuliers en faveur de jeunes requérants qui sont en formation et qui vivent de façon autonome. Ces cas ne figurent évidemment pas dans la statistique des familles ayant des enfants.

7.6 AIDES EN FAVEUR DE FAMILLES CONFRONTÉES A LA MALADIE D'UN PARENT OU D'UN ENFANT (depuis 2011)

En collaboration avec les Services sociaux du CHUV (*notamment néonatalogie et pédiatrie*) et de la Ligue vaudoise contre le cancer, le Fonds cantonal a défini les critères selon lesquels il peut accorder une aide d'urgence aux familles concernées par la maladie : il s'agit de l'hospitalisation ou la maladie d'un mois au moins d'un parent ou d'un enfant, entraînant des difficultés financières pour la famille. Les difficultés financières doivent provenir, soit d'une diminution des revenus de la famille, liée à la perte de gain d'un ou des deux parents, soit de charges supplémentaires engendrées par la maladie.

Durant l'exercice 2014, le Fonds cantonal a reçu 27 demandes (*28 en 2013*), auxquelles il a pu répondre favorablement dans 24 cas (*les 3 cas restants ne remplissaient pas les critères d'urgence définis*).

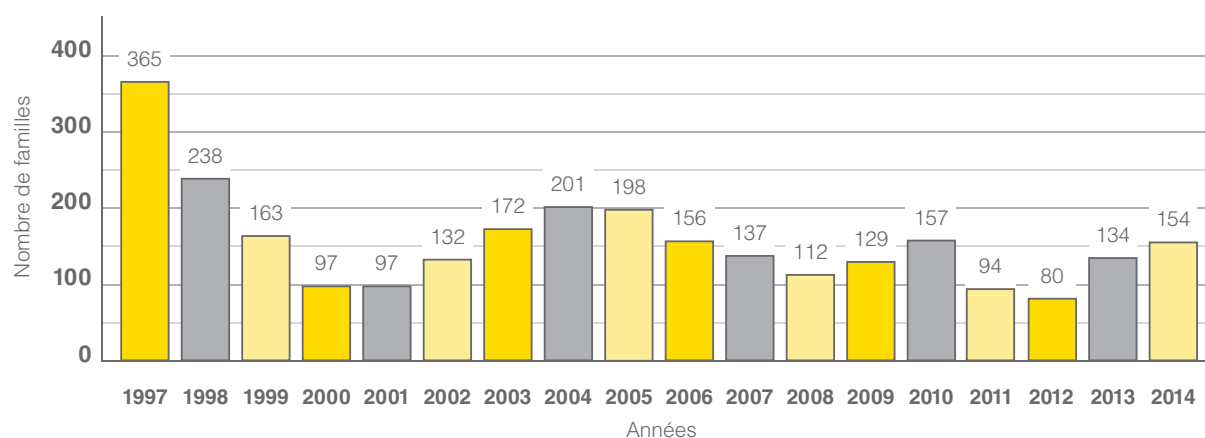
L'aide accordée dans ces 24 situations varie entre un montant de CHF 1'500.-- et de CHF 5'000.-- (= *montant maximum selon les critères retenus*). Le montant total pour 2014 s'est élevé à CHF 99'040.-- (*CHF 98'250.-- en 2013*).

Une évaluation de cette phase pilote a eu lieu en 2013 : les services sociaux, habilités à présenter les demandes, se sont montrés très satisfaits de la procédure mise en place qui a permis de régler des difficultés financières de manière rapide et très concrète.

Cette procédure a été étendue à Pro Infirmis, notamment au Service des besoins spéciaux de la petite enfance, et une plaquette d'information a été élaborée.

Une étude est en cours pour améliorer le dispositif existant, en vue de répondre encore mieux aux différents besoins des familles concernées.

8. PRESTATIONS AUX PERSONNES EN RECHERCHE D'EMPLOI



En 2014, 27.3 % des familles pour lesquelles des prestations ont été versées étaient touchées par le chômage, pour au moins un de leurs membres.

8.1 RÉPARTITION DES PRESTATIONS PAR MOTIFS

La majeure partie des prestations a été versée à titre d'allocation de naissance et d'allocations familiales. En effet, les allocations perte de gain pour maternité, dont la mère bénéficie pendant 98 jours après la naissance et qui remplacent les indemnités journalières de chômage, ne comprennent pas les allocations familiales. Si le père ne peut en bénéficier, celles-ci sont donc versées par le Fonds cantonal.

Motifs des prestations	Nombre	%
Allocations de naissance	98	63.64
Allocations familiales	31	20.13
Frais de garde	2	1.30
Frais d'études	3	1.95
Divers	16	10.39
Traitements dentaires	4	2.60
Total	154	100.00

9. OPPOSITIONS ET RECOURS

Le requérant qui s'est vu refuser une prestation a la possibilité de faire opposition, et son dossier est à nouveau examiné par le Conseil, qui rend une nouvelle décision (*décision sur opposition*). Cette dernière est sujette à recours auprès du Tribunal cantonal, Cour des assurances sociales. Aucune opposition n'a été déposée durant l'exercice.

10. COMPARAISON ENTRE L'EXERCICE 2013 ET L'EXERCICE 2014

	Prestations uniques	Prestations périodiques	Prestations mixtes (uniques et périodiques)	Total prestations	Montants
2013	404	87	16	507	902'356
2014	467	82	14	563	1'023'558
Variation en chiffres	63	-5	-2	56	121'202
Variation en %	15.59	-5.75	-12.50	11.05	13.43

11. COMPTES 2014

Compte d'exploitation	Exercice 2014		Exercice 2013	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Recettes				
Rendement du capital		246'041		255'993
Contribution du Fonds de surcompensation ¹⁾		2'560'827		3'103'015
Dépenses				
Prestations du Fonds	1'023'558		902'356	
Frais d'administration	445'422		392'735	
Résultat (à virer au capital de dotation)	1'337'888		2'063'917	
Totaux	2'806'868	2'806'868	3'359'008	3'359'008

¹⁾ En 2014, un changement de pratique comptable entraîne une diminution du montant des contributions du Fonds de surcompensation. Les provisions pour décomptes finaux ne sont plus comptabilisées.

Ecritures de bouclage : état du capital			
	Etat au 1 ^{er} janvier 2014	Virement du résultat 2014	Etat au 31 décembre 2014
Capital	10'922'202	1'337'888	12'260'090

Bilan	Bilan au 31 décembre 2014		Bilan au 31 décembre 2013	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse cantonale d'allocations familiales	12'265'090		10'946'388	
Actifs transitoires	0		379	
Passifs transitoires		0		19'565
Provision pour frais d'administration		5'000		5'000
Capital		12'260'090		10'922'202
Total Bilan	12'265'090	12'265'090	10'946'767	10'946'767



12. REMERCIEMENTS

Au terme de ce rapport, nous adressons nos remerciements en particulier :

- aux différents services sociaux publics et privés, ainsi qu'aux Caisses d'allocations familiales avec lesquels nous collaborons étroitement ;
- aux agences d'assurances sociales, aux agents régionaux, ainsi qu'au personnel de la Caisse cantonale AVS qui assurent, tout au long de l'année, l'application de cette législation importante pour les familles en difficulté.

Fabienne Goetzinger

Jean Heim

La directrice

Le président du Conseil de fondation

Annexe 1 : Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

Annexe 2 : Evolution des recettes, des dépenses et du capital du Fonds cantonal pour la famille depuis sa création

ANNEXE 1



Ernst & Young SA
Avenue de la Gare 39a
Case postale
CH-1002 Lausanne

Telephone +41 58 286 51 11
Téléfax +41 58 286 51 01
www.ey.com/ch

Au Conseil de fondation du

Fonds cantonal pour la famille, Clarens

Lausanne, le 4 juin 2015

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

Conformément au mandat qui nous a été confié, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints du Fonds cantonal pour la famille, Clarens, comprenant le bilan et le compte d'exploitation pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2014. Nous avons également contrôlé les comptes de l'année précédente.

Responsabilité du Conseil de fondation

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales applicables, incombe au Conseil de fondation. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil de fondation est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en oeuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'existence et l'efficacité de celui-ci.

Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2014 sont conformes à la loi suisse et à la loi d'application de la loi fédérale sur les allocations familiales et sur les prestations cantonales en faveur de la famille (LVLAfam) ainsi qu'au règlement y relatif.



2

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément et d'indépendance conformément à la Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Ernst & Young SA

Blaise Wägli
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)

p.o. Cristina Cierco de Paula Pinheiro

Annexe

- Comptes annuels (bilan, compte d'exploitation)

ANNEXE 2

ÉVOLUTION DES RECETTES, DES DÉPENSES ET DU CAPITAL DU FONDS CANTONAL POUR LA FAMILLE DEPUIS SA CRÉATION

Exercice	Capital de dotation/ Fortune FCF (Début exercice)	Recettes				Dépenses (Prestations et frais d'adminis- tration)	Résultat de l'exercice	Fortune FCF (Fin de l'exercice)
		Rendement de la fortune	Recettes de tiers / Contribution du Fonds de surcompensation	Excédent de recettes CCAF	Total recettes			
1986	14'200'000	617'036	0	0	617'036	18'420	598'616	14'798'616
1987	14'798'616	793'289	0	101'220	894'509	192'345	702'164	15'500'780
1988	15'500'780	818'004	0	437'186	1'255'190	799'389	455'801	15'956'581
1989	15'956'581	1'024'199	0	602'357	1'626'556	1'162'627	463'929	16'420'510
1990	16'420'510	1'032'322	0	12'481	1'044'803	1'189'153	-144'350	16'276'160
1991	16'276'161	1'180'036	0	103'206	1'283'242	1'412'616	-129'374	16'146'787
1992	16'146'786	1'283'882	0	187'714	1'471'596	1'929'878	-458'282	15'688'504
1993	15'688'504	1'125'528	0	560'152	1'685'680	2'306'071	-620'391	15'068'113
1994	15'068'113	1'045'514	65'000	1'281'333	2'391'847	2'586'007	-194'160	14'873'953
1995	14'873'953	950'467	0	954'286	1'904'753	2'572'435	-667'682	14'206'271
1996	14'206'271	862'384	0	2'212'108	3'074'492	2'891'182	183'310	14'389'581
1997	14'389'581	779'210	0	0	779'210	3'172'038	-2'392'828	11'996'753
1998	11'996'753	665'538	0	0	665'538	3'071'498	-2'405'960	9'590'793
1999	9'590'793	757'241	0	0	757'241	2'670'729	-1'913'488	7'677'305
2000	7'677'305	414'092	0	0	414'092	2'251'844	-1'837'752	5'839'553
2001	5'839'553	355'530	0	0	355'530	2'035'048	-1'679'518	4'160'035
2002	4'160'035	267'411	0	0	267'411	2'190'656	-1'923'245	2'236'790
2003	2'236'790	128'147	2'608'968	0	2'737'115	2'568'417	168'698	2'405'488
2004	2'405'488	129'311	2'653'485	0	2'782'796	2'748'631	34'165	2'439'653
2005	2'439'653	128'650	2'679'471	0	2'808'121	2'800'214	7'907	2'447'560
2006	2'447'560	145'439	2'766'614	0	2'912'053	2'806'985	105'068	2'552'628
2007	2'552'628	180'242	2'956'846	0	3'137'088	2'952'399	184'689	2'737'317
2008 ¹⁾	2'737'317	178'809	2'460'000	0	2'638'809	2'050'293	588'516	3'325'833
2009	3'325'833	226'143	2'302'494	0	2'528'637	1'722'554	806'083	4'131'916
2010	4'131'916	209'126	2'482'112	0	2'691'238	1'618'120	1'073'118	5'205'034
2011	5'205'034	192'518	3'300'761	0	3'493'279	1'596'281	1'896'998	7'102'032
2012	7'102'032	240'377	2'660'226	0	2'900'603	1'144'350	1'756'253	8'858'285
2013	8'858'285	255'993	3'103'015	0	3'359'008	1'295'091	2'063'917	10'922'202
2014	10'922'202	246'041	2'560'827 ²⁾	0	2'806'868	1'468'980	1'337'888	12'260'090
Total		16'232'479	32'599'819	6'452'043	55'284'341	57'224'251		
Capital initial	14'200'000				+55'284'341	-57'224'251	Capital actuel	12'260'090

¹⁾ L'exercice 2008 est particulier car il s'étend du 1^{er} avril au 31 décembre, soit sur 9 mois au lieu de 12 mois pour tous les autres exercices.

²⁾ En 2014, un changement de pratique comptable entraîne une diminution du montant des contributions du Fonds de surcompensation. Les provisions pour décomptes finaux ne sont plus comptabilisées.

